

Discours de clôture de la Conférence Stratégique
du Général Cheick Oumar DIARRA
Secrétaire Exécutif Adjoint
Chargé des Affaires Politiques, de Défense et de Sécurité

Monsieur le Secrétaire Exécutif, Excellences, Messieurs les membres du corps diplomatique, Messieurs les officiers, Mesdames et Messieurs.

Il y a plus de quinze jours, se terminait à Accra le séminaire politico-militaire de l'exercice RECAMP 4. Initiant le processus permettant de définir la mission de la force de paix de l'exercice BENIN 2004, le séminaire avait eu pour but de dégager une directive initiale de planification. Cet objectif s'est trouvé facilité par la qualité des travaux menés en comité associant simultanément les mondes politiques, diplomatiques et militaires.

La semaine qui s'achève aujourd'hui, a permis aux officiers d'état-major de la CEDEAO, en s'appuyant sur cette directive initiale de produire le concept d'opération du secrétariat exécutif, c'est-à-dire le document fondateur de la future force sur le terrain.

L'importance qu'accorde le Secrétariat Exécutif à cet exercice tient au fait qu'il colle à la réalité de notre sous-région : celle d'une Afrique de l'Ouest encore marquée par l'instabilité et éprouvée au cours de ces deux dernières années par les crises successives en Côte d'Ivoire et au Libéria. Aussi pour nous, ce cycle s'identifie à tout, sauf à un exercice à connotation académique.

* * *

Pourquoi l'étape de la conférence stratégique nous semble-t-elle si importante ?

Parce qu'elle permet d'abord de souligner que le cadre du Protocole relatif aux mécanismes de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité du 10 décembre 1999, permet au Secrétariat d'exercer légitimement le rôle stratégique qui lui revient. Il s'exerce dans le cadre strict de la délégation reçue des Nations Unies en vertu du Chapitre VII et dans un contexte qui donne aux Etats membres la possibilité de faire intervenir une force militaire, para-militaire ou civile, une fois la diplomatie préventive achevée.

Ensuite, cette étape est cruciale car elle permet à la CEDEAO de préfigurer les mécanismes et les capacités nécessaires permettant d'améliorer sa réactivité. A cet égard, le concept des Forces en Attentes est un exemple concret qui témoigne du processus de renforcement des capacités de réaction de la CEDEAO. Il s'inscrit dans le cadre des Brigades en Attente de l'Union Africaine et devrait permettre à la sous-région de disposer de forces entraînées et équipées, capables de se déployer aussi vite que possible une fois la décision politique prise par le Conseil de Médiation et de Sécurité.

Surtout, cette conférence permet de tester l'un des modes possibles d'organisation de la planification au siège de la CEDEAO. Ainsi, en s'appuyant sur le noyau dur des officiers permanents de la cellule de planification et de gestion des missions (Mission Planning management Cell - MPMC), l'état-major ad hoc pourrait se renforcer d'une équipe

provenant de la sous-région ou même d'origine extérieure à la CEDEO, à l'image de celle que vous représentez aujourd'hui ici, en fait, selon les souhaits et besoins exprimés.

* * *

Evoquer le travail de cette équipe de planification me permet de revenir sur le travail réalisé cette semaine. Pour le caractériser en peu de mots, je dirais qu'il me semble très positif et je m'en réjouis. Vous dire que je suis surpris serait vous mentir car votre professionnalisme et votre compétence sont reconnus et expliquent votre présence ici...

Ce concept d'opération me réjouit également car il a donné une excellente occasion aux officiers d'état-major des Etats membres de renforcer leur cohésion, de partager des expériences variées ; en fait de contribuer à remporter la fameuse bataille des coeurs dont le Général DARY, ancien Commandant de la Force LICORNE, nous soulignait l'importance lors du séminaire politique.

Mais il ne faut pas passer sous silence que sur le plan technique, cette semaine a permis d'harmoniser les procédures, c'est à dire concrètement d'accroître l'interopérabilité de la sous-région sur le plan du travail d'état-major. Cela revêt pour moi une importance cruciale que je me plais à souligner.

En dernier lieu, il me faut saluer à cet endroit la prestation remarquée de l'équipe de marque de RECAMP 4. Elle témoigne du rôle que la France joue au côté de l'Afrique dans le domaine du maintien de la paix. Nous la retrouvons ainsi sur le plan opérationnel, LICORNE nous le rappelle. Je voudrais d'ailleurs profiter de l'occasion pour regretter les malheureux événements qui se sont déroulés en COTE d'IVOIRE le week-end dernier. Deux soldats français ont été blessés, de nombreux dommages matériels ont eu lieu à l'encontre de personnes privées comme de l'ONU. Au-delà, c'est toute la communauté des soldats au service de la paix que j'honore. Mais c'est aussi sur le plan de la formation, que nous retrouvons notre partenaire et notamment à travers ces cycles RECAMP qu'elle organise tous les deux ans.

* * *

En conclusion, je dirais que la CEDEAO vient de produire un concept d'opérations qui est aujourd'hui le produit de son travail, en quelque sorte sa propriété. Il sera avalisé la semaine prochaine lors de la conférence de Défense et de Sécurité. Les Chefs d'états-majors des armées l'examineront donc une dernière fois à ABUJA avant qu'il ne devienne définitivement la base de travail du futur état-major opératif de la Force de BENIN 2004.

Je mesure la distance parcourue depuis juin 2003, lors de la conférence de présentation à ABUJA car la prochaine fois, c'est sur le terrain que nous nous retrouverons ! Il reste maintenant à capitaliser cette expérience d'état-major et souhaiter ne pas avoir à la mettre en pratique.

Je vous remercie.

ABUJA, le 11 juin 2004